

QUI TIRE LES FICELLES DE BAO DAÏ ? par Henri Lanoue

(*Démocratie nouvelle* ¹, 11 juillet 1949)

Au cours du voyage qu'il fit en Extrême-Orient, en septembre 1947, M. William Bullitt s'est vivement intéressé aux questions politiques et économiques de l'Indochine. Dans un télégramme du 26 septembre 1947, M. Emile Bollaert écrivait :

L'ancien ambassadeur paraît marquer un intérêt spécial aux questions économiques... il m'a interrogé de façon très précise sur la situation industrielle et commerciale de l'Indochine dans le passé et dans le présent. Je n'ai pas cru devoir me dérober à une curiosité exprimée avec beaucoup de bonne grâce et j'ai invité mes services économiques à donner à M. Bullitt les renseignements qu'il sollicitait.

De son côté, M. Jobez, consul de France à Hong-Kong, avait télégraphié quelques jours avant :

M. Bullitt a retiré de sa conversation avec Bao Daï une impression très favorable et a été surpris de la compréhension de l'ex-empereur avec lequel il est possible, dit-il, d'arriver à une solution.

Ainsi, au moment même où M. Émile Bollaert, dans son discours de Hadong, prononcé le 11 septembre 1947, feignait de faire appel, pour ramener la paix, « à toutes les familles spirituelles du Vietnam », les intrigues d'un ancien ambassadeur des États-Unis se développaient et imposaient Bao Daï comme interlocuteur officiel du gouvernement français.

Le 28 mars 1948, Bao Daï adressait un message à quelques Vietnamiens réunis à son appel à Hong-Kong :

« La résistance vietnamienne se donne pour objectif d'appuyer des négociations que n'est pas apte à mener le gouvernement révolutionnaire existant, par suite des conjonctures internationales qui lui sont défavorables. »

Bao Daï cherchait ainsi à tromper le peuple vietnamien en attribuant le mérite de la résistance aux « négociateurs », c'est-à-dire aux quelques fantoches qu'il avait appelés ce jour-là près de lui.

Mais il avouait en même temps sa docilité à l'égard des dirigeants des États-Unis.

L'entourage de l'ex-empereur

Un des fantoches de l'entourage de Bao Daï, M. Hoang van Co, conseiller politique du gouvernement Xuan et qui prétend être membre de la 7^e section au Parti S. F. I. O. ², qui fut, dit-il, chef de la section de l'Empire du ministère français de l'Information et, dit-on, speaker « vietnamien » à la radio de Vichy, attend beaucoup de cette politique

¹ Organe du Parti communiste français

² *Climats*, 18 mars 1949.

de soumission. Il écrit dans l'*Horizon vietnamien* du 8 janvier : « La reconstruction ne peut guère se faire qu'avec l'aide des États-Unis dans le cadre du plan Marshall ».

Et l'éditorial du 12 février de l'hebdomadaire qu'il dirige déclare :

« L'indépendance du Vietnam est à la base de la combinaison avantageuse dont l'Amérique s'offre ouvertement à être le pivot. »

Voici donc le genre d'indépendance que nos gouvernants se disposent à accorder au Vietnam sous l'égide de Bao Dai et de son entourage, parmi lequel on retrouvait encore récemment, et non certes par hasard :

Feu son Excellence Thon That, oncle de Bao Dai, qui figurait en 1944 dans le conseil d'administration d'une filiale de la Banque de l'Indochine et de la Banque franco-chinoise dans laquelle M. T. V. Soong, richissime banquier chinois, beau-père de Tchiang Kai Chek, a d'importants intérêts.

On y trouve encore aujourd'hui : M. Désiré Lê Nhat An, oncle de l'ex-impératrice Nam Thuong, qu'on trouve toujours en 1944 dans un conseil d'administration où siège également M. Paul Bernard, de la Société financière française et coloniale.

M. Tran van Huu, ministre du général Xuan, ancien sous-directeur du Crédit foncier de l'Indochine, et administrateur d'une société indochinoise en compagnie de la Société financière française et coloniale et de la Société [française] d'entreprises de dragages de travaux publics.

Et aussi :

M. Truong van Ben, qui figure dans le conseil d'administration d'une société anonyme indochinoise avec des représentants de la Banque de l'Indochine, et à qui M. Paul Bastid, directeur de l'*Aurore*, a, le 14 mars dernier, fait l'honneur d'une visite particulière lors de son passage à Saïgon.

Il apparaît donc nettement que l'impérialisme américain et ses auxiliaires, c'est-à-dire la Banque de l'Indochine et les sociétés financières où quelques bourgeois vietnamiens ont un rôle certes plus décoratif que dirigeant, sont les inspirateurs de la comédie Bao Dai.

Cet aspect de la « sale guerre » mérite examen. L'ingérence indéniable des U. S. A. dans le conflit, avec ses répercussions politiques et militaires, prend tout son sens lorsqu'on analyse les données économiques du problème;

Le commerce Indochine-U.S.A.

Sur le plan du commerce extérieur, on constate, depuis 1947, un déficit croissant de la balance commerciale de l'Indochine avec les États-Unis.

Jusqu'en 1946, le commerce Indochine-Etats-Unis se traduisait par un appréciable excédent. Alors que ces échanges laissaient un surplus moyen annuel de 194 millions de francs pour la période 1937-1941, et de 2.280 millions en 1946, le déficit est de 2.530 millions en 1947 et de 4.617 millions en 1948. Les U. S. A., meilleurs clients que fournisseurs de l'Indochine jusqu'en 1946, ont, depuis, renversé à leur profit le sens des échanges commerciaux.

Une des branches où ce renversement fait apparaître les tentatives des trusts américains pour s'emparer des marchés d'Indochine, est celle du textile.

De 1938 à 1941, les U. S. A. ont livré à l'Indochine une moyenne annuelle de 39 millions de francs (valeur 1939) de coton brut égrené. En 1948, les importations de textiles en provenance des U. S. A. atteignent 53 millions de francs (valeur 1939) ; elles ne comprennent plus que 15 % du coton brut livré avant la guerre, mais sont compensées en valeur par un important tonnage de filés et surtout de tissus, alors que ces dernières fournitures étaient nulles avant guerre. Ce fait montre le caractère colonialiste du commerce américain.

Avant la seconde guerre mondiale, les importations françaises de tissus en Indochine étaient favorisées par une forte protection douanière vis-à-vis de l'étranger, qu'on prétendait justifier par la présence dans le nord du Vietnam d'une entreprise textile ³ dont le président du conseil d'administration était, en 1944, M. G. Le Provost de Launay, conseiller municipal R. P. F. de Paris.

En réalité, grâce à ce monopole, l'industrie métropolitaine a pu faire obstacle à la création d'une véritable industrie textile vietnamienne et au développement de la culture du coton qui lui eût assuré sur place son approvisionnement en matière première.

Les trusts français du textile se sont ainsi, en fin de compte, rendus complices de la facile conquête des marchés indochinois par les Américains qui, non contents de supplanter la production française pour leur propre compte, soutiennent également les nouvelles visées expansionnisme de l'industrie textile japonaise en Extrême-Orient.

On constate un renversement analogue au profit des U. S. A. sur le marché des métaux. En 1948, le tonnage des ventes américaines est six fois plus important qu'en 1938.

Un des intermédiaires de ce commerce est, en Indonésie [sic], la Société Descours et Cabaud, maison ayant des agences en France, en Belgique, au Cambodge, en Chine, au Vietnam et Amérique du Sud. M. Johannès Dupraz, député M. R. P. d'Indre-et-Loire, secrétaire d'État à la Marine, est un de ses administrateurs. Un autre administrateur siège également à la Société Decauville aîné, en compagnie de M. Guy de Wendel. Descours et Cabaud représente en exclusivité : United State Steel Corporation, le plus ancien et le plus puissant des trusts américains de l'acier.

Il importe de signaler une augmentation des importations en provenance des U. S. A. sur les marchandises suivantes :

Machines et mécaniques : 3.764 tonnes, en 1948, contre 375 tonnes annuellement en moyenne, de 1938 à 1941.

Ouvrages en métaux : 2.068 tonnes, en 1948, contre 819 tonnes annuellement en moyenne, de 1938 à 1941.

Automobiles et pièces détachées : 3.480 tonnes, en 1948, contre 700 tonnes annuellement en moyenne, de 1938 à 1941.

Toutes ces fournitures concurrencent en Indochine les productions des trusts français.

Il existe dans le nord du Vietnam d'importants gisements de minerais de fer de haute qualité, et à proximité des charbonnages dont une notable partie de la production est exportée chaque année ; mais « le plan de modernisation et d'équipement de l'Indochine » n'envisage qu'avec beaucoup de réticences la création au Vietnam d'une industrie métallurgique.

Et l'on sait la valeur de ces plans de propagande que les U. S. A. supervisent et ont le droit de modifier, selon leur bon plaisir aux termes des clauses de l'accord de coopération économique (plan Marshall).

Charbonnages et phosphates

C'EST sur l'exportation de leur production vers le Japon, que comptent les deux importantes sociétés qui exploitent les riches gisements d'antracite vietnamiens. L'une d'elles a des liens avec la Banque de l'Indochine et le Crédit Industriel et Commercial. Jusqu'en 1944, les deux établissements bancaires et la Société Française des Charbonnages du Tonkin avaient deux administrateurs communs : MM. Joseph

³ La Société cotonnière du Tonkin, à Nam-dinh :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Cotonniere_du_Tonkin.pdf

Deschamp et Maxime Renaudin. Dans le conseil d'administration de l'autre, la Société des Charbonnages de Đông-Triêu, figurent MM. P.-L. Bastid ⁴, ingénieur conseil de la Banque de l'Indochine, cousin germain du député radical socialiste, directeur de l'*Aurore*, et Gaston Varenne, président de la chambre syndicale des mines coloniales.

En juin 1948, à Tokio, un accord prévoyant l'importation de 25.000 tonnes d'antracite indochinois au Japon, en 1948, et 200.000 tonnes, en 1949, a conclu entre les autorités américaines d'occupation et la mission française ⁵.

Le 25 août 1948, une dépêche A. F. P. sur les Charbonnages du Tonkin indiquait :

« Par suite de l'accord franco-japonais, le Japon est devenu client prioritaire pour l'antracite tonkinois. Si l'extraction n'augmente pas d'une façon appréciable, toutes les exportations vers les autres pays d'Extrême-Orient devront être supprimées. La Société espère toutefois un accroissement important de la production dans les prochains mois par suite de l'arrivée d'un matériel très moderne. »

Ce que ne disait pas l'A. F. P., c'est que la majeure partie de ce matériel très moderne est d'origine américaine et aussi que dans les transactions commerciales avec le Japon, le paiement s'effectue en dollars U. S. A.

Il est une autre richesse minière du Vietnam qui attire plus directement les convoitises des U. S. A., ce sont les phosphates.

Dans une étude du Bureau fédéral de documentation du haut-commissariat sur les activités américaines, datée du 30 octobre 1947, on lit :

« Le consul... (américain)... s'intéresse particulièrement, selon les instructions reçues du département d'État, aux ressources minières (minerais de phosphates, d'étain) au Tonkin. Il semble, en ce qui concerne les phosphates de Lao-Kay, qu'ils seraient convoités par la Florida Phosphat Company.

L'existence de ce gisement est connue depuis un certain temps déjà. Les prospections qui ont été effectuées permettent d'en évaluer l'importance à 750 millions de tonnes. Cependant la mise en exploitation ne date que de 1940.

Elle fut effectuée par une société franco-japonaise où l'on retrouve un administrateur français ayant, par l'intermédiaire de la Société française des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, des liens directs avec la Banque de l'Indochine.

Cette entreprise plus japonaise que française a, de la sorte, acquis sur le gisement une hypothèque de fait, actuellement entre les mains de la puissance occupante au Japon : les U. S. A.

Il s'est fondé, le 30 juillet 1946, dans le but évident de reprendre la fructueuse exploitation de ces richesses, la Société des Phosphates d'Extrême-Orient*, au capital de 10 millions de piastres (170 millions de francs). La plupart des administrateurs de cette société sont plus ou moins fortement liés au capitalisme financier ou industriel américain. Citons parmi eux :

1° M. Henri Rolloy, directeur adjoint de la Banque de l'Indochine. On sait que cette banque est à l'origine de toutes les tentatives récentes de constitution de consortiums bancaires à majorité américaine pour l'exploitation des territoires d'outre-mer français ;

2° La Société financière française et coloniale (ancien groupe Octave Homberg), représentée par une de ses filiales, la Société nouvelle des phosphates du Tonkin. M. Paul Bernard, ancien conseiller économique, dont il sera question ultérieurement, est administrateur de ces deux sociétés.

La première contrôle, par un groupe de sociétés filiales, une part importante de la production minière de Madagascar ; entre autres celle du graphite, matière première

⁴ Pierre-Charles Bastid (et non : P.L.)(1898-1979) : polytechnicien, ingénieur des T.P. en Annam et au Tonkin, puis directeur général des Étains et wolfram du Tonkin. Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/EWT-Etains&wolfram-Tonkin.pdf

⁵ A. F. P., 5 juin 1948, et *Bulletin économique de l'Indochine*, août 1948.

stratégique utilisée dans l'industrie atomique, dont 19.000 tonnes ont été vendues en décembre dernier aux U. S. A. comme contrepartie du plan Marshall.

M. Henri Saurin, ancien inspecteur général des colonies, qui préside les conseils d'administration des filiales malgaches de la Société financière française et coloniale, a participé, le 14 février 1949, à une réunion commune avec le chef de l'E. C. A. à Paris, dont le but était d'organiser la fourniture aux U. S. A., au plus tard pour le 30 juin prochain, de 31 tonnes de mica de Madagascar pour la constitution d'un stock stratégique. Le même jour, les ordres d'exécution étaient adressés à Tananarive ;

3° La Société d'études et d'exploitation minières de l'Indochine, productrice de minerai d'étain au Laos dont l'un des administrateurs, le marquis Thibault de Solages, l'est également de la Ford française ;

4° L'Union des mines, où l'on retrouve, en compagnie du marquis de Solages, M. Louis Quesnot, président des Phosphates de Constantine, et M. Maurice de Wendel.

Le président du conseil d'administration de la Société des phosphates d'Extrême-Orient voisine, dans le conseil d'une société marocaine, avec MM. Schneider et Cie.

D'après les chiffres cités dans le rapport de la commission du « plan », ce gisement de phosphates constitue une source de profits considérables. On escompte une production annuelle de 500.000 tonnes dont seulement 178.000 tonnes seront traitées au Vietnam. Le reste, soit 322.000 tonnes, sera-t-il suffisant pour apaiser les convoitises de la Florida Phosphat Company ?

Car il n'y a aucun doute : ce sont les trusts américains qui prendront livraison de cet excédent. Ils ont déjà prévu d'en effectuer le traitement aux Philippines en y créant une industrie des superphosphates du Tonkin.

Cette ruée vers les phosphates du Tonkin explique pourquoi les autorités françaises se préoccupent particulièrement de la situation militaire en pays Thaï sur le territoire duquel se trouvent justement les gisements de Lao-Kay. Les communiqués militaires de fin mars 1948 font état de combats dans cette région.

Il faut enfin rapprocher ces faits d'une information annonçant de Saïgon que le sénateur américain Georges Malone s'était préoccupé, au cours de son séjour, de la production et des ressources de l'Indochine en matériaux stratégiques, notamment l'étain, les phosphates, le caoutchouc.

« Les investissements privés et l'aide de techniciens américains, ajoutait le sénateur, pourraient éventuellement aider l'augmentation de la production de l'Indochine. »

Le caoutchouc et l'étain

Bien que la production du caoutchouc indochinois, localisée au Cambodge et dans le sud du Vietnam, soit, en 1948, très inférieure aux besoins de l'industrie française, elle est cependant en baisse marquée pour les deux premiers mois de 1949 (3.486 tonnes), sur celle des mois correspondants de 1948 (4.920 tonnes) ⁶.

Cette baisse de la production est d'autant plus insolite qu'elle se produit au moment où un accord est intervenu selon lequel la France achète le caoutchouc indochinois au-dessus du cours mondial. En avril, le cours du caoutchouc standard est de 9,70 piastres le kg à Saïgon, tandis qu'à Singapour il évolue autour de 6 piastres.

Elle s'explique, non seulement par le développement de la guerre de libération nationale du peuple vietnamien qui paralyse l'exploitation de certaines plantations, mais aussi par le fait que les U. S. A., pour préserver leur industrie de caoutchouc synthétique, freinent la production mondiale de caoutchouc naturel.

Par contre, les U. S. A. ont un besoin extrême d'étain.

Il existe du minerai d'étain dans le sous-sol du Laos et du nord du Vietnam. Dans cette dernière région, il est associé au minerai de tungstène. La production indochinoise était nulle depuis 1946. Or, brusquement, en décembre 1948, la Société des étains et

⁶ *Bulletin économique de l'Indochine*, mai 1949.

wolfram du Tonkin reprend l'extraction de la cassitérite à Tinh-Tuc dans la province de Cao-Bang.

Dans le conseil d'administration de la Société des étains et wolfram du, Tonkin, on trouve M. François de Wendel. Le président est M. Jacques Bardoux, membre de l'Institut, député « Action paysanne » du Puy-de-Dôme, beau-père de M. Edmond Giscard d'Estaing, président du conseil d'administration de la Société financière française et coloniale.

D'après le *Monde* des 13 et 14 mars 1949 :

« M. Jacques Bardoux reconnaît à Bao Dai beaucoup d'intelligence, de dignité et d'autorité. »

La région de Cao-Bang est une de celles où, selon les communiqués militaires de fin mars 1948, il y a eu des combats.

Les chassés-croisés du corps expéditionnaire

Cette simultanéité entre la baisse de la production du caoutchouc et la reprise de l'extraction des minerais d'étain et de tungstène coïncide donc curieusement avec les besoins de l'économie de guerre des U. S. A. Elle explique sans doute le déplacement d'une partie des effectifs du corps expéditionnaire du sud vers le nord du Vietnam, au début de décembre 1948.

On apprenait, en effet, que 14 bataillons de relève (environ 10.000 hommes) sont passés par Saïgon, allant au nord pour renforcer les postes du Tonkin ⁷, abandonnant partiellement la garde des plantations.

Ainsi les soldats du corps expéditionnaire ne sont que des pions sur l'échiquier des intérêts économiques de certaines sociétés françaises d'Indochine, liées aux trusts américains et prêtes à exécuter les ordres de leurs maîtres de Wall Street, sans souci du sang vietnamien et français versé.

On aimerait savoir qui oblige ainsi les autorités militaires françaises à satisfaire les suggestions intéressées de M. Paul Bernard de la Société financière française et coloniale. Celui-ci écrivait dans un document remis à un certain nombre de députés, en date du 3 mars 1947, peu après la généralisation du conflit :

« Étant donné qu'on ne dispose pas de forces militaires suffisantes pour occuper la totalité de l'Indochine avec des effectifs qui ne soient pas squelettiques, il faut choisir les centres et les régions ayant une importance vitale sur le plan stratégique et économique. »

Il apparaît nettement que, depuis la diffusion de ce document de M. Paul Bernard, les données économiques sont prises en considération. Ce sont les trusts qui commandent les militaires.

Le delta et la vallée du fleuve Rouge, où vient d'être transportée une partie des effectifs du corps expéditionnaire, présentent un autre intérêt économique. Ils sont la voie d'accès à la province chinoise du Yunnan, grosse productrice d'étain. En période normale, cette région est parcourue par un chemin de fer long de 395 km., dont le tronçon Hanoï-Haïphong (101 km.) est seul en exploitation actuellement au prix de nombreuses difficultés.

Là encore, nous constatons que le besoin d'étain des U. S. A. est satisfait aux frais du contribuable français comme du peuple vietnamien. En effet, en septembre 1948, MM. Harold Driggs, consul américain à Kunming, Stanley A. Mac Geary, vice-consul, et Edward Way, chargé de mission du département d'État, ont fait un bref séjour à Haïphong. Il s'agissait d'étudier les possibilités de liaison aérienne Haïphong-Kunming à l'aide d'avions cargos, pour le transport de l'étain. Le projet a été rapidement mis à

⁷ D'après *The Ceylan Daily News* du 7 décembre 1947.

exécution. Mais l'aérodrome d'Haïphong étant insuffisant pour un tel trafic, des travaux considérables sont actuellement en cours à l'aérodrome de Haïphong–Cat-bi. Dès leur achèvement, l'aéroport d'Haïphong deviendra l'un des plus importants d'Indochine, l'autre étant celui de Saïgon.

On ne saurait mieux illustrer la volonté d'équiper le Vietnam, non pas en fonction de ses besoins économiques réels, mais en fonction des buts stratégiques des États-Unis.

Car ce sont les Curtis Commando C 46 de la Civil Air Transport du général américain Chennault qui utilisent actuellement l'aérodrome d'Haïphong pour le transport de l'étain du Yunnan. Mais ces mêmes avions peuvent demain ravitailler ou évacuer les troupes de Tchiang Kaï Chek.

Accords et contradictions

Nos gouvernants, dociles aux injonctions du département d'État, semblent bien être décidés à ne marchander ni le sang français, ni le sang vietnamien, ni les moyens matériels, pour continuer d'alimenter la « sale guerre » de reconquête coloniale.

M. Paul Ramadier a déclaré à ce sujet, le 9 mars 1949, au Conseil de la République :

Les dépenses pour la guerre d'Indochine sont plus nécessaires que jamais, alors qu'une nouvelle phase commence, qui interdit un ralentissement de notre effort militaire.

Mais la belle unité de façade où l'on voit l'actuel gouvernement français, les membres de sa majorité, les dirigeants des sociétés françaises en Indochine, l'empereur Bao Daï et son dérisoire entourage coalisés pour aider, contre la volonté des peuples vietnamiens et français, à l'implantation des intérêts économiques des U. S. A. en Indochine, laisse cependant apparaître des contradictions d'intérêts avec ceux d'autres groupes colonialistes moins disposés à céder la place aux trusts des U. S. A.

Un indice en est fourni par l'article publié le 11 décembre 1948 par M. de Lachevrotière dans son quotidien saïgonnais *L'Union française*. En son temps, cet article a été commenté par toute la presse.

Il montre que les amis de l'ancien président du conseil colonial, plus touchés par l'abandon des plantations d'hévéas que la Banque de l'Indochine qui, elle, retrouve au nord avec l'étain ce qu'elle risque de perdre au sud, ne sont pas disposés à sacrifier leurs profits au bénéfice du caoutchouc synthétique américain.

La guerre d'Indochine se heurte de plus en plus à l'opposition de l'opinion publique française, qui discerne dans le refus de négocier avec le président Ho Chi Minh et le gouvernement de la république démocratique du Vietnam, une manœuvre qui ne sert en rien les intérêts du peuple français. Elle se heurte et se heurtera de plus en plus à la volonté unanime du peuple vietnamien qui n'a pas supporté, selon une expression de M. William Bullitt, « une dose suffisante de colonialisme mercantile », pour se jeter maintenant, à la suite de Bao Daï, sous la domination des maîtres du dollar.

BAO DAÏ NE REPRÉSENTE MÊME PAS SA FAMILLE

Le prince Nguyen Phuc Buu Hôi, maître de conférences à l'École polytechnique, chimiste réputé, représentant du Conseil des membres de l'ancienne famille impériale du Vietnam, a publié, en mars dernier, la déclaration-suivante :

L'ancienne famille impériale du Vietnam considère avec une profonde douleur l'effusion de sang qui continue au Vietnam, à la suite du refus des autorités françaises de négocier avec le gouvernement national du président Ho Chi Minh. Il ne peut raisonnablement y avoir de fin à cette lutte fratricide tant que les autorités françaises

continueront la politique de création et de soutien de « gouvernements » artificiels successifs, dépourvus de toute attache avec le peuple vietnamien.

L'ancienne famille impériale désapprouve avec force les tentatives faites par l'empereur Bao Dai pour faire croire à l'opinion publique qu'il jouit et de la confiance de ses compatriotes et de l'appui du peuple français. Une telle entreprise est des plus déloyales, et ne peut donner d'autre résultat que la prolongation de l'effusion de sang français et vietnamien.
